

la seyne - sanary Var-matin

vendredi 11 décembre 2015

Le grand quotidien du Sud-Est

varmatin.com



(Photo Dominique Leriche)

MUNICIPALES À BANDOL

Un ultime débat... à deux candidats

P 12-13

CHANGEZ VOS FENÊTRES
PROFITEZ DU CRÉDIT D'IMPÔT 30%

EUROPALU
ALU-PVC

RGE
QUALIBAT
UNIVERSITÉ ENR

04 94 31 31 32

GRATUIT

Votre cahier
l'auto-moto **6 PAGES**
48 À 53

SONDAGE EXCLUSIF VAR-MATIN/BVA

Rien n'est joué

OLLIOULES

DCNS vu de
l'intérieur pour
la première fois **P 8-9**

ABDELLATIF KECHICHE

« On m'a craché
dessus » **P 57**

FOOTBALL

L'OM qualifié en
16^{es} de finale de
Ligue Europa **P 34**

La folle semaine
par Claude Weill **P 7**



(Photos Franck Fernandes)

Christian Estrosi et Marion Maréchal-Le Pen sont au coude à coude. Que feront les électeurs de gauche? Comment se comporteront les abstentionnistes? Quel poids auront les soutiens qui se sont signalés hier? Six pages spéciales **P 2 À 7**

UNE PUBLICATION
DU GROUPE NICE-MATIN



PUZZLES 3D EN BOIS

CEINTURES EN CUIR SANS TROUS
À BOUCLES AUTOMATIQUES

COUSSINS MICROBILLES

LAMPES DÉCORATIVES LED

POUFES GEANTS

WWW.BIGBAO.FR

Jourpico - quartier de la gare - 83110 SANARY SUR MER

BIGBAO

1,20 € - Italie: 1,80 € - N° 24721

Abonnement : www.varmatin.com/abonnement ou N°Cristal 09 69 32 83 83

Rédaction : 04 94 10 35 00 - Publicité/Annonces : 04 93 18 70 00

m

varmatin.com

FERMEZ VOS FENÊTRES

OU CRÉDIT D'IMPÔT 30%

ROPALU
ALU-PVC



94 31 31 32

ATIN/BVA

joué



de à coude. Que feront
abstentionnistes? Quel
pages spéciales **P 2 À 7**



WINE:123 88976 11

Notre sondage : Estrosi

L'enquête BVA / Nice-Matin - Var-matin pour la presse quotidienne régionale confirme l'émergence d'un front républicain et le redressement du député-maire de Nice, qui l'emporterait dimanche

Les sondages précédant le premier tour avaient livré une photographie plutôt pointue des résultats du week-end dernier. Si leur fiabilité se confirme, Christian Estrosi remportera dimanche la région Paca. Après deux autres hier (52 - 48 pour Odoxa, 54 - 46 pour TNS-Sofres), notre sondage BVA (1) donne lui aussi le maire de Nice victorieux au second tour. Par un trou de souris, avec 51 % des voix. Le suspense reste donc entier, même s'il s'agit là d'un léger infléchissement de tendance : fin novembre, ce même institut plaçait en effet Christian Estrosi et Marion Maréchal-Le Pen à égalité parfaite en cas de duel au second tour. Ces indications appellent une double mais prudente conclusion : les incitations multiples à faire barrage au Front national semblent porter leurs fruits, en particulier auprès d'un électoral de gauche dont la mobilisation serait globalement bonne, de la part des électeurs du PS surtout, en faveur de Christian Estrosi.

Surdéclaration citoyenne ?

L'issue du scrutin n'en reste pas moins hautement incertaine. Car les sondés ne sont pas forcément ava-

Intentions de vote au 2nd tour

► Au second tour de l'élection régionale en PACA, parmi les deux listes qui se présenteront dimanche, quelle serait celle pour laquelle il y aurait plus de chances que vous votiez ?



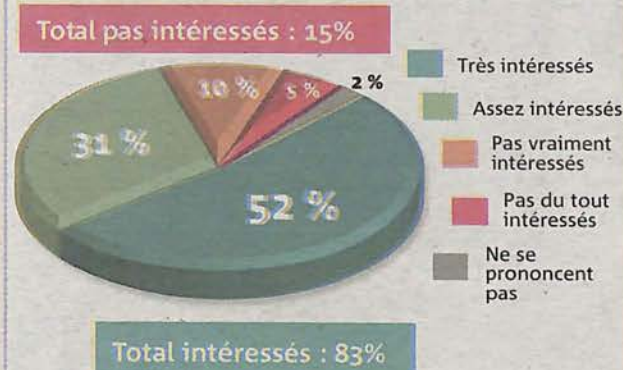
25 % des sondés n'ont pas exprimé d'intentions de vote et 91 % des exprimés sont sûrs de leur choix

res de contradictions : 65 % des électeurs de gauche disent vouloir faire barrage au FN. Mais dans le même temps, à la question suivante, seuls 61 % des électeurs de Christophe Castaner et 49 % de ceux de Sophie Camard indiquent qu'ils iront voter pour Christian Estrosi. Il y a donc comme un hic. « Cela s'explique, indique Adelaïde Zulfikarpasic, directrice de BVA Opinion, par le fait qu'il y a souvent une surdéclaration du geste citoyen. Ensuite, dans les faits, les gens ne se déplacent pas systématiquement. » Autre constat paradoxal. S'il l'emporterait, Christian Estrosi jouit d'une image moins flatteuse que Marion Maréchal-Le Pen. 35 % des sondés ont de lui une opinion positive, contre 41 % pour elle. Adelaïde Zulfikarpasic décrypte : « On sent bien que le vote en faveur de Christian Estrosi, contrairement à celui en faveur de Marion Maréchal-Le Pen, est davantage un vote contre le FN qu'un vote d'adhésion. Son score final sera vraiment dépendant du niveau de participation, ce qui rend l'issue du scrutin très incertaine. »

THIERRY PRUDHON

1. Enquête réalisée par Internet du 8 au 10 décembre 2015, auprès d'un échantillon représentatif de 828 personnes inscrites sur les listes électorales en région Paca.

83 % des habitants de PACA se déclarent intéressés par le second tour des élections régionales



Repères

- **Quelques défaillances de chaque côté**
Anecdotique mais amusant : 4 % des électeurs ayant voté Estrosi au premier tour fileraient chez Maréchal-Le Pen, 2 % de ceux ayant voté pour elle faisant le chemin inverse.
- **Les femmes pour lui, les hommes pour elle**
Les femmes voteraient à 55 % pour Christian Estrosi, les hommes à 54 % pour Marion Maréchal-Le Pen. Lui serait majoritaire chez les retraités, les cadres et les salariés du public. Elle, chez les moins de 65 ans et les salariés du privé.
- **Trois départements chacun**
Estrosi gagnerait dans les Hautes-Alpes, A.-M. et Bouches-du-Rhône. Maréchal-Le Pen dans le Var, le Vaucluse et les A.-H.-P.

Reports de vote : intentions au 2nd tour

Reports de voix au 2 nd tour	Vote au 1 ^{er} tour	
	Electeurs de la liste de Christophe Castaner	Electeurs de la liste de Sophie Camard
Liste C. Estrosi	61 %	49 %
Liste M. Maréchal-Le Pen	5 %	11 %
Blanc	29 %	40 %

gagnerait d'un cheveu

Christian Estrosi en meeting à Brignoles: « Dimanche, chaque voix compte ! »

Chaque voix compte.

Chaque suffrage arraché au camp des abstentionnistes, obtenu de la gauche ou de ses alliés, ou repris à l'extrême droite peut, dimanche, faire basculer le scrutin. Christian Estrosi, qui venait hier soir de se faire communiquer les résultats des derniers sondages, en coulisses du meeting de Brignoles, l'a bien compris.

« Nous sommes à trois jours de l'heure de vérité », a harangué le candidat Républicain, devant plus d'un millier de personnes réunies au hall des expositions de la cité varoise.

Son avant-dernier meeting avant celui de Nice, aujourd'hui (1). Rien d'un hasard le choix de cette ville du centre Var reprise en 2014 au Front national. Et même tout un symbole. « Cette victoire nous l'avons gagnée au second tour, on est dans la même configuration », a souligné le député-maire de Brignoles, Josette Pons, dans une salle chauffée à blanc scandant « Estrosi, président. »

Chaque voix compte donc, a rappelé Christian Estrosi.

« Le choix entre la haine et la générosité »

Alors pour convaincre les électeurs de se mobiliser, des personnalités de tous bords avaient fait le déplacement. La navigatrice Maud Fontenay, le triple champion du monde de VTT Fabien Barel,



Les derniers sondages, serrés, ont poussé le candidat à lancer un vibrant appel à la mobilisation pour le second tour, appelant au plus large rassemblement.

(Photo Gilbert Rinaudo)

le président du consistoire israélite des Alpes-Maritimes, Lucien Samak, mais aussi des gens très marqués à gauche, comme le directeur du théâtre Anthéa d'Antibes, Daniel Benoin. « Dimanche, c'est le choix entre la haine, et la raison et la générosité », a scandé ce dernier, appelant sans état d'âme à voter Estrosi dimanche.

Les cadors des Républicains étaient là. Eric Ciotti, « l'ami de toujours, la fierté du département des Alpes-Maritimes ». Mais aussi Jean-

Claude Gaudin, le maire de Marseille, Hubert Falco, maire de Toulon, Rudy Salles, député UDI, et tant d'autres.

« Pas besoin de vacancier pour diriger la région »

Christian Estrosi a fustigé la candidate Front national qui faisait hier soir meeting à Paris. Et le candidat de lâcher : « Pour présider la région, on n'a pas besoin de vacancier ! » Le candidat a, à de nombreuses reprises, tendu la main aux électeurs de gau-

che. « Le rassemblement ce n'est pas un choix, c'est une nécessité tant la menace est grande. » Et d'insister sur le fait que, dans ce rassemblement, chacun gardera ses valeurs. Il a réitéré sa promesse d'un conseil territorial qui permettrait, s'il dirigeait la région, d'écouter toutes les sensibilités politiques non représentées.

Portrait au vitriol de la candidate

Christian Estrosi a rappelé qu'une simple carte d'iden-

tité suffisait pour voter dimanche. Le candidat n'a pas épargné son adversaire, affirmant que pour Marion Maréchal Le Pen, « l'antisémitisme est un détail de l'histoire ». Il a brossé le portrait d'une candidate « héritière », d'une « Francilienne », cherchant selon lui à « anéantir la solidarité dans notre région ». Et d'enfoncer le couteau dans la polémique qui a pris beaucoup d'ampleur hier. Lors du débat télévisé France 3 - Nice-Matin Var-matin, Marion Maréchal-Le Pen avait en effet

avancé qu'une entreprise congolaise, le Groupe Congo Capital Entreprises, était prête à investir en Paca. La candidate avait même, mercredi, publié une lettre d'intention de la société sur sa page Facebook.

Sauf que le signataire du communiqué, vice-président de « Congo Capital entreprises - comme le souligne le journal *Le Monde* reprenant les infos de Marsactu - figure dans l'organigramme de la société Maréchal & Associés, dirigée par Samuel Maréchal... le père de Marion. Hier soir, l'investisseur démentait soudainement vouloir investir dans la région. « Elle se sert de l'argent public avec des amis et des proches », a fustigé le candidat. Christian Estrosi a également pointé la gestion des villes Front national. Citant pêle-mêle « la suppression de la gratuité des cantines au Pontet », « la suppression de l'épicerie sociale et solidaire au Luc », ou « la diminution de 20 % du budget des écoles à Fréjus ».

Extrêmement combatif, Christian Estrosi a martelé la nécessité de se réunir. « Une voix, c'est sacré, cela peut sauver notre région. » Chaque voix compte. Dans ce duel au cordeau, les derniers sondages en sont effectivement la démonstration.

GRÉGORY LECLERC
gleclerc@nicematin.fr

(1) 18 heures au Palais de la Méditerranée à Nice.

#tousrct

Vm



Disponible sur

Google play



VAR-B 3

« Nous, gens de gauche, voterons Estrosi »

Chateaufallon, théâtres de Toulon, d'Antibes, de Grasse ou de Marseille : les responsables de plusieurs grands lieux culturels ont réaffirmé hier l'importance d'une culture indépendante

Oui, nous sommes en majorité des gens de gauche mais nous irons voter Christian Estrosi, la tête haute avec le sentiment de défendre la République ! » Théâtre de la Liberté, hier après-midi, sur scène, les acteurs culturels côtoient les politiques. Les répliques sont peut-être un brin emphatiques mais vibrantes de conviction. Côté distribution, du beau monde. Dans la troupe des artistes, autour de Charles Berling et de Pascale Boeglin-Rodier (Théâtre Liberté donc) sont réunis Dominique Bluzet (Les Théâtres Aix-Marseille), Daniel Benoin (Théâtre Anthéa d'Antibes), Christian Tamet (Chateaufallon), Jean-Pierre Blanc (Villa Noailles), Jean Florès (Théâtre de Grasse), Claude-Henri Bonnet (Opéra de Toulon).

Du côté des politiques, Christian Estrosi, député-maire de Nice, Hubert Falco, sénateur-maire de Toulon et Philippe Vitel, député et tête de liste varoise. Tous en scène pour se dire, les uns aux autres, « leur amour de la liberté et des valeurs républicaines ». Et faire passer le message à l'extérieur : « Les choses formidables qui ont été réalisées du-



Une grande partie des acteurs culturels de la région a apporté leur soutien au candidat LR, hier au Théâtre Liberté.

(Photo Dominique Leriche)

rant ces dix ans dans notre région n'auraient pas pu se faire avec un conseil régional FN. »

La plus grande des libertés

« J'ai de grandes différences de points de vue avec les Républicains mais nous travaillons à Toulon dans la plus grande des li-

bertés, a lancé Charles Berling. Hubert Falco me l'a toujours assuré : le politique n'est pas là pour dire ce qui est culturel ou pas ! » Même confiance du côté du Niçois Daniel Benoin : « Pendant douze ans, au théâtre de Nice, l'attitude de Christian Estrosi a été exemplaire, nous accompagnant dans

les choix les plus difficiles à assumer. » Et tous d'affirmer en chœur : « Il existe de vraies différences entre les partis républicains et ceux qui prônent une culture identitaire univoque et le repli sur soi. »

Transcendé

« Que chacun fasse ce qu'il a à faire ! Nous, nous

n'avons à nous impliquer dans les choix artistiques, a réaffirmé Hubert Falco avant d'ajouter : « Dimanche, la responsabilité de chacun sera énorme, historique. » Quant au candidat LR-UDI, face au parterre composé d'acteurs culturels, il a été clair : « Je ne veux pas faire de vous des « estrosistes » ! Restez

ce que vous êtes. La culture, source de l'humanité, est un gage de démocratie et de cohésion sociale. Dans ce combat politique, où derrière le sourire d'une jeune femme se cachent l'archaïsme et la volonté de trier et sélectionner, je me sens transcendé. »

M.M.

Abdellatif Kechiche : « Bonne chance à ma ville »

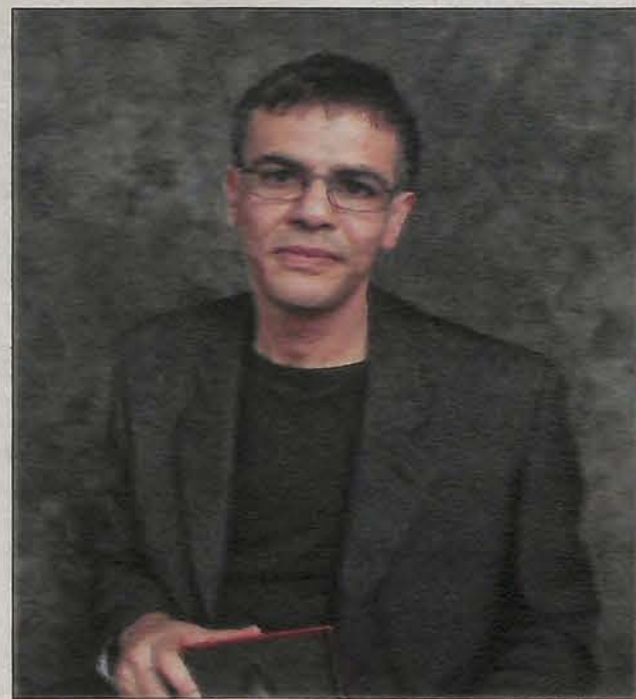
En marge de sa réaction à l'annulation par la justice du visa d'exploitation de *La vie d'Adèle*, (notre interview en Détente), le réalisateur niçois livre son sentiment sur les régionales. Le PS ? « Quand je vois un parti dont j'étais sympathisant, bien que jamais encarté, partir à la dérive comme une épave à la mer, cela me fait beaucoup de peine. Au-delà, il y a le monde. Et il faudrait être aveugle pour ne pas voir que l'on s'approche du chaos. » N'est-ce pas ce sentiment qui a notamment conduit au résultat du 1^{er} tour ? « Il y a longtemps que c'était prévisible. On est en

train d'utiliser des sacs de sable contre un tsunami », rétorque Abdellatif Kechiche. Cette fois, il ne vote pas. « J'ai déjà pris position contre le FN il y a près de deux ans. A quoi ça sert ? Qu'est-ce qu'on peut faire ? Aujourd'hui, il est trop tard. C'est là. Insensé, qu'une gamine de vingt-six ans fasse presque la moitié des voix de la région ! Il faudra deux générations pour revenir à d'autres mentalités. » Et s'il résidait encore à Nice, quel bulletin choisirait-il, ce dimanche ? « Excusez-moi, mais je m'en fous complètement, de dimanche. Je fais

comme tout le monde : je me sauve. » Le réalisateur aimerait pourtant vivre à nouveau dans le sud, le seul endroit où il se sente encore chez lui, « même s'il y a davantage de Front national. » Explication : « Je me sens mal dans l'hypocrisie parisienne. A Nice, c'est plus net. Quelqu'un, à un comptoir de café, vous dit qu'il y a trop d'immigrés, et l'on peut quand même discuter. » On insiste. Aucun message à faire passer auprès des jeunes ? « Mais ce sont les jeunes qui nous envoient ce message de dépit. Parce qu'ils ne croient plus à rien », répond Kechiche.

Il ne veut pas aller plus loin sur le terrain politique. Mais ajoute : « Je souhaite bonne chance à ma ville. Et à Christian Estrosi. Mais si l'on ne s'en est pas rendu compte, qu'il est trop tard, c'est que l'on est un peu con. On va peut-être sauver les meubles pour cette élection, mais pas pour la prochaine. Ce n'est pas pessimiste, c'est réaliste. » Et de conclure : « Tous mes frères et sœurs, mes cousins, mes nièces et mes neveux vivent entre Nice et Cannes. Ne vous inquiétez pas, eux iront voter : je ne leur ai pas donné de consigne ! »

FRANCK LECLERC



Meeting national avec Marine Le Pen à Paris

Hier soir, l'ensemble des 13 têtes de listes Front national pour les élections régionales, dont la candidate en Paca Marion Maréchal-Le Pen, s'est retrouvé au côté de Marine Le Pen pour un « meeting national » salle Wagram à Paris. Un rendez-vous à portée nationale, voulu comme le point d'orgue de la campagne de l'entre-deux tours. Intervenant après Wallerand de Saint-Just, régional de l'étape et candidat en Ile-de-France, la présidente du FN est revenue sur le score du parti au premier tour. « *Dimanche, notre peuple, celui que les élites méprisent, le peuple de France a ébranlé l'oligarchie. Dans le sud, le PS est K.O., l'UMP est groggy* ». Et taclant le Premier minis-

tre : « *En sacrifiant ses amis, Manuel Valls s'est autopromu en directeur de campagne de l'UMP, avant de s'en prendre à l'ancien Président. Monsieur Sarkozy n'a pas fait un pli, il est à la tête d'un parti où les candidats se gauchissent. Il n'est plus audible même à grands coups de jeux de mots besogneux. Les deux partis ont connu une défaite historique* ».

« Nous appliquerons nos programmes »

Dans son discours, la présidente du FN, Marine Le Pen, a défendu ses candidats et leurs projets régionaux. « *Nous appliquerons nos programmes* », a-t-elle promis avant d'annoncer qu'il n'y aurait pas « *de chasse aux sorcières* » dans les régions

conquises par le FN. « *Ce que craignent nos adversaires, ce n'est pas notre échec mais notre succès. Leur dernier argument, un argument de peur, ne tient pas!* », a martelé la candidate dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie. « *Je vous appelle à l'espérance, à une espérance active, chaque voix va compter. Ce combat, c'est le combat des générations qui nous ont précédées, c'est le combat pour nos enfants, parce que de son issue dépend la survie des Français en tant que peuple, fort, fier, libre* ».

Un meeting d'une heure qui s'est achevé par *La Marseillaise* reprise en chœur par les candidats, des drapeaux tricolores brandis sur l'estrade, et l'assistance.



Marine Le Pen donnant l'accolade à Marion Maréchal-Le Pen (qui fêtait ses 26 ans) hier soir à l'issue du meeting national à Paris. (Photo AFP/ Patrick Kovarik)

Carnet de campagne

■ Estrosi et Maréchal-Le Pen s'engagent à siéger, même en cas de défaite...

Christophe Castaner, tout en appelant à voter Estrosi, se place aussi dans l'hypothèse où il ne serait pas élu. « *C'est au nom de l'éthique et de l'exemplarité que nous avons choisi d'empêcher la victoire du FN. Mais si Christian Estrosi n'était pas élu président, il devrait malgré tout porter l'opposition à la Région. Mon retrait nous prive d'être cette opposition. Sa résistance affichée l'oblige à l'incarner demain face à Marion Maréchal-Le Pen s'il le faut. Je lui demande donc de s'engager à ne pas abandonner son mandat régional. Si ce n'était pas le cas, nos électeurs se sentiraient trahis.* »

Christian Estrosi lui a répondu lors du débat de France 3 mercredi : il siègera quoi qu'il arrive, « *c'est un devoir moral quand on s'engage dans une élection* ».

Marion Maréchal-Le Pen l'a assuré aussi. Battue, elle siègera. C'est noté. On saura le rappeler à l'un ou à l'autre si la promesse, sait-on jamais, n'était pas tenue...

■ Nofri quitte Debout la France !

Mieux vaut en rire... Gaël Nofri, qui en a conduit la liste 06, a quitté hier Debout la France pour retrouver sa liberté de parole. Il a en effet appelé à voter pour Christian Estrosi, alors que la direction du parti souverainiste a opté pour « *une neutralité intransigeante, laissant ses électeurs libres de leur choix* ». « *La vie politique, c'est assumer des choix* », rétorque a contrario Gaël Nofri, qui assure toutefois conserver sa pleine sympathie à Nicolas Dupont-Aignan et à ses idées.

■ La Licra et le Crif appuient Estrosi

La Licra Côte d'Azur appelle à soutenir Christian Estrosi. Elle affirme « *l'urgence à contrer l'extrême danger qui menace nos institutions* » et invite « *chaque*

citoyen à refuser le vote en faveur de Marion Maréchal-Le Pen pour confirmer un vote républicain sain et porteur d'espoir ».

Démarche identique du Crif du Sud-Est, par la voix de son président Jérôme Culioli : « *Les résultats du 1^{er} tour doivent réveiller la conscience de chacun. Il faut utiliser le droit de vote au moment opportun en soutenant Christian Estrosi.* »

■ Harkis Honneur Histoire soutient Estrosi

Nasser Sahour, président de l'association Harkis Honneur Histoire, appelle à soutenir Christian Estrosi. « *Il est important, souligne-t-il dans un communiqué, de confier les clés de la maison Région à la compétence, au sérieux, à celui qui a manifesté de l'égard à notre histoire, à notre mémoire et qui travaille à notre reconnaissance par le dépôt d'une loi définitive qui honorerait nos anciens.* »

■ Front National : rencontre annulée à Hyères

La tête de liste FN dans le Var, Marc-Etienne Lansade, devait rencontrer hier matin les horticulteurs au marché aux fleurs de Hyères. Mais il n'y avait pas de vente au cadran ce jeudi, l'activité tournait au ralenti. Sans doute est-ce pour cette raison que le candidat frontiste a annulé in extremis sa venue.

■ Le Club de la Presse 83 prend position

« *Partout dans le monde où l'extrême-droite l'a emporté, la ville, la région ou le pays se sont effondrés. Toulon en reste un exemple à ne pas oublier* ». C'est par cette phrase que s'achève l'éditorial du club de la presse 83 mis en ligne, cette semaine, sur son site clubdelapresse83.com

■ « Camba » écrit aux

militants PS de Paca

Le cœur gros, c'est le moins que l'on puisse dire, les militants socialistes de la région ont reçu (ou vont recevoir) un courrier de Jean-Christophe Cambadélis. Le patron du PS tient à s'adresser à eux « *dans ce moment décisif, tout autant que douloureux* ». « *Nous maintenir au second tour aurait conduit à la victoire du Front national et aurait permis d'accélérer sa marche vers le pouvoir. Cela aurait constitué une faute politique majeure qui aurait à jamais entaché notre formation, au regard de nos valeurs et face à l'histoire.* » Il salue Christophe Castaner et son « *immense sens du devoir* ». Et promet : « *Nous aurons bientôt l'occasion d'analyser ce moment difficile et le Parti socialiste mettra tout en œuvre pour soutenir et faciliter le travail de reconquête indispensable. En attendant, il faut voter et faire voter pour barrer la route du Front national. C'est en effet l'essence même de notre engagement socialiste qui se joue d'ici dimanche : la défense de la République.* »

■ Le PRG du Var

Pas rose-rose, les relations entre le PRG du Var et (feu) la liste de Christophe Castaner... Entrés en rébellion, les Radicaux de gauche, autour de Jacques Quentin, n'avaient pas digéré que leur candidat soit répudié au profit d'un autre PRG issu des Alpes-de-Haute-Provence... Mais « *Le vin est tiré, il faut le boire jusqu'à la lie* ». Dénonçant « *une mauvaise campagne à gauche* » d'une part, et « *les propos arrogants tenus par les ténors de l'ex UMP* » d'autre part, la fédération varoise du PRG « *n'a donc pas le choix. Elle appelle à faire barrage à l'aventure sociétale, sociale et économique proposée par le FN.* »

■ La Lombardie avec Marion Maréchal-Le Pen

Marion Maréchal-Le Pen avait évoqué le soutien qu'elle a reçu du président de la région Lombardie. Hier, elle a rendu publique la lettre que lui a adressée Roberto Maroni, ex-ministre de l'Intérieur de Berlusconi et membre de la Ligue du nord.

« *J'attends avec beaucoup d'espoir le résultat du second tour, avec la certitude que nous pourrions créer avec toi, à la tête de nos régions respectives, une collaboration forte entre des territoires similaires, proches par la géographie, la culture, les styles de vie, et acculés par des problèmes similaires, au premier lieu desquels la sécurité de nos citoyens, écrit le président de la région italienne. Nombreuses sont les initiatives qu'ensemble nous pourrions réaliser.* »

De plus loin, bien plus loin, la candidate du FN a également reçu le soutien de la Chambre de commerce d'Asie du Sud-Est,

« *prête à investir au lendemain d'une victoire du Front national en PACA* ». Dans un communiqué en anglais, le docteur Azman Ching, moins connu sous nos latitudes que Roberto Maroni, vice-président de cette instance annonce « *sa volonté de travailler avec les entreprises de notre région au lendemain d'une victoire du Front national.* »

■ Précision

À la suite du compte rendu du débat des régionales (nos éditions d'hier) dans lequel nous indiquions « *la candidate frontiste affirme qu'elle coupera les subventions des associations opposées politiquement* », Marion Maréchal-Le Pen nous précise qu'elle a tenu les propos suivants : « *L'argent public, c'est l'exigence de la neutralité... l'argent public ne finance pas des combats politiques.* »

TH. P., M.M. ET P.M.

En quoi consisterait l'Institut pour l'écologie d'estrosi ?

C'est l'une des polémiques de la semaine : l'Institut pour la qualité de la vie et l'écologie dont Christian Estrosi a promis la création à Jean-Marc Governatori, le leader de l'Alliance écologiste indépendante (crédité de 4,05 % des suffrages au premier tour) qui lui a apporté son soutien. Marion Maréchal-Le Pen a dénoncé un « *achat de voix* », stigmatisant le coût de cet organisme, qui s'élèverait à 30 millions sur six ans.



J.-M. Governatori. (Photo F. V.)

Jean-Marc Governatori lui a répondu hier, soulignant d'abord que « *cela ne représenterait que 0,2 % du budget de la Région, ce qui est peu pour l'emploi et la santé de la population.* »

Il a ensuite et surtout détaillé son projet. L'Institut pour l'écologie se déclinerait en quatre sections : « *Une section économie pour aider des microprojets liés à l'environnement au sens large; une section agriculture pour redévelopper de petites exploitations vivrières; une section dédiée aux cahiers de doléances qui seront placés dans les services publics et une section santé pour booster l'agriculture bio et proposer une option végétarienne quotidienne dans chaque cantine publique.* »

Avant de voir le jour, cet Institut devrait évidemment faire l'objet d'un vote favorable de la future assemblée régionale. « *La philosophie générale, conclut Jean-Marc Governatori, étant d'amener à une participation des citoyens, sur le principe des comités de quartier, avec la création en six ans de mille groupes locaux de transition.* »

TH. P.

Procurations : y aura-t-il plus de votants dans le Var dimanche ?

Est-ce qu'il y aura d'avantage de votants pour le second tour des régionales, qu'il y en a eu au premier ? Depuis le début de la semaine, les demandes de procurations marquent une nette hausse.

« On en a vraiment beaucoup, on n'arrête pas », constate un policier au commissariat central de Toulon, qui centralise de 30 à 50 procurations par jour. « Et même 80 pour la seule journée de lundi », complète un collègue. Des regrets d'abstentionnistes, au lendemain du premier tour ?

« On n'est quand même pas au niveau d'une élection présidentielle », tempère un autre fonctionnaire de police. Mais les demandes sont continues.

Autre lieu, beaucoup moins couru, le tribunal d'instance de Toulon, qui a vu tout au plus quelques personnes par jour venir y faire leurs demandes de procuration. Là, vous ne devriez pas faire la queue.

Plutôt aujourd'hui que demain

Si vous êtes empêché d'aller voter dimanche, vous avez encore un à deux jours pour organiser un vote par procuration. *In extremis*. « Les gens ont jusqu'à samedi », assure-t-on, à con-



Même si c'est tard, il est encore possible de faire une procuration. (Ph. Frank Muller)

dition que celle ou celui qui a procuration vote dans la même commune.

« Une procuration peut être établie jusqu'à la veille du scrutin, mais, en pratique, le mandataire risque de ne pas pouvoir voter si la commune ne l'a pas reçue à temps », précise la préfecture du Var. Les demandes se font également auprès de toutes les gendarmeries du département.

Les allers-retours vers les communes, qui enregistrent les procurations sur les fichiers électoraux, vont continuer à plein régime.

SO. B

Plus d'infos sur www.service-public.fr
Se présenter avec une pièce d'identité dans un commissariat de police, à la gendarmerie ou un tribunal d'instance.

Abstention : presque un électeur sur deux

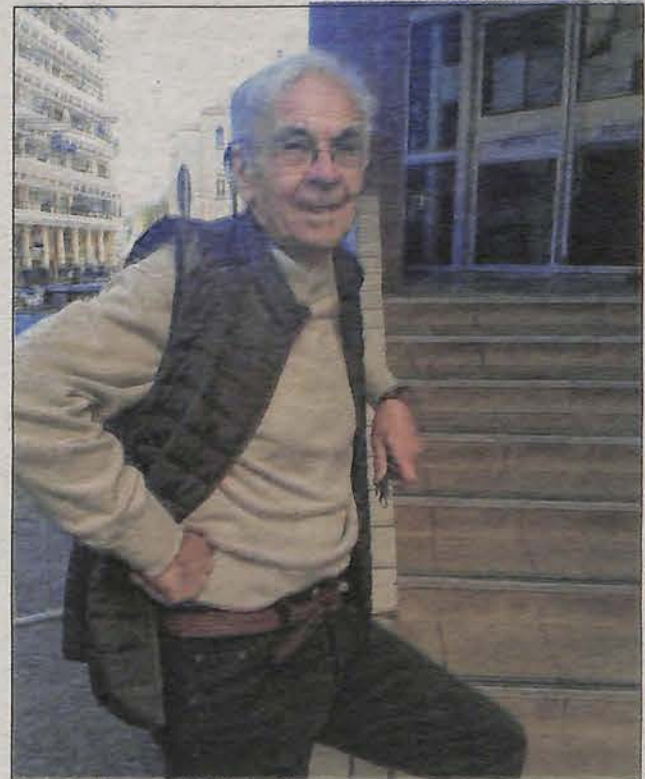
Les chiffres montrent un certain paradoxe. Point positif : le nombre de votants a augmenté dimanche dernier dans le Var, par rapport au premier tour des régionales de 2010. Avec un bond de 7,5 points, la participation a été meilleure – 51,8 % contre 44,3 %. Point négatif : malgré tout, presque un électeur sur deux ne s'est pas déplacé pour aller voter. Dans le département, 48 % des inscrits se sont abstenus, ce qui reste la marque d'un déficit dé-

mocratique évident et d'un désintérêt des citoyens.

Le taux de participation sera-t-il meilleur dimanche ? Et si oui, au profit de quel parti ? C'est toute la question qui se pose. Attention aux conclusions hâtives. Au premier tour, la hausse du nombre de votants ne semble avoir profité qu'au seul Front national, puisque ses concurrents directs, Les Républicains comme le Parti socialiste, ont fait des scores notablement bas.

Il a dit

« Un vote a un sens, c'est l'addition des suffrages »



François, retraité, Toulon

Pour moi c'est un devoir de voter. Je viens faire une procuration, parce que ce week-end, je vais à Paris, pour une association dans laquelle je suis investi. Je le dis volontiers, j'ai voté socialiste au premier tour. Pour moi, c'est un devoir de faire barrage au Front national. C'est même la première fois que je voterai à droite. Lors de l'élection de Jacques Chirac, en 2002, j'étais à l'étranger. Quand on est loin, on est moins conscient du danger. Je sais très bien qu'il y a des doutes à gauche. Mais une stratégie a été choisie, il faut y aller. Un vote a un sens, c'est l'addition des suffrages. Ici, c'est un département où il n'y a plus aucun élu de gauche. Il faut faire avec. Pour moi, c'est un devoir de faire barrage au Front national. Je suis nouveau à Toulon et je n'en reviens pas du caractère extrême droite que je ressens ici.

Vote au second tour : le sursaut citoyen à Nice

Si la participation s'est améliorée de presque 10 points par rapport aux régionales de 2010, près d'un électeur sur deux ne s'est pas déplacé le week-end dernier. Ou n'a pas fait le nécessaire pour désigner un proche s'il avait un empêchement. Les scores du Front national, dans le département et au niveau national, ont provoqué une onde de choc. Une prise de conscience qui se traduit depuis lundi par un rush des demandes de procuration auprès des commissariats de police, gendarmeries et tribunaux du département.

« Lundi, mardi et mercredi, ça a été incroyable » commente le brigadier-chef Céline Dumoitier. Au commissariat Foch de Nice, c'est son service qui a fait face à un afflux « sensible » de votants qui ne pourront se rendre aux urnes ce dimanche. Empêchement professionnel, maladies ou en déplacement. Ou encore, comme Guillaume (lire ci-contre) qui fait ses études à Nice mais qui est de-

meuré enregistré sur les listes électorales... En Vendée.

800 demandes en trois jours

Le fameux sursaut citoyen donc. Il se traduit en chiffre dans le centre de Nice : « 800 demandes de procurations en trois jours. Et on peut se manifester jusqu'à samedi 18 heures pour les votes à Nice. Après, pour l'extérieur, tout dépend des délais de la Poste », poursuit le brigadier-chef Dumoitier. « Sur les 800 demandes, 250 concernent des Niçois qui ne pourront pas voter ce dimanche. Les autres, ont désigné des mandataires extérieurs ».

Au service des élections de la ville de Nice, on a déjà recensé 500 procurations (dont les 250 du commissariat Foch, N.D.L.R.) dans le même laps de temps. « Au premier tour, on a atteint 1880 procurations » précise-t-on encore du côté de la rue Ribotti. « C'est plus que lors des dernières élections départementales en février dernier. Mais c'est un peu



Au commissariat Foch, à Nice, on s'est bousculé depuis lundi, pour pouvoir voter par procuration. (Photo Franck Fernandes)

moins que pour une municipale ou une présidentielle. » À Antibes aussi on s'est pas mal activé ces derniers jours. Le service des élections de la cité Vauban a enregistré 353 procurations au premier tour. « Ce qui est assez habituel chez nous. Ce

qui l'est moins, ce sont les 137 depuis lundi. En général nous avons très peu de modification entre les deux tours ».

Un effet barrage au Front national ? Si aucun des services contactés ne se lance évidemment dans l'ana-

lyse, ce n'est pas le cas des gens croisés en sortie de bureau.

Comme à Grasse où, sur les 301 procurations délivrées pour le premier tour, compte celle de cet infirmier qui savait ne pas pouvoir voter lors des deux

tours. Et qui a donc passé consigne auprès de son fils pour voter « utile ».

Des procurations grassoises qui grimpent de 398 unités depuis lundi. « C'est tout de même très bas », indique-t-on en mairie. « En 2012, pour les deux tours de la présidentielle, nous avons enregistré 2000 procurations ».

Au Cannet aussi la mobilisation bat son plein. Pour le second tour, 266 procurations ont été reçues en mairie. Plus qu'au premier tour, avec 210.

À ce rythme-là, la participation devrait donc continuer à grimper. Intéressant lorsque l'on sait (lire par ailleurs) que l'élection se jouera dans un mouchoir de poche. Les voix obtenues par procuration pourraient donc peser lourd.

GUILLAUME BERTOLINO

gbertolino@nicematin.fr
Toutes les modalités du vote par procuration sont détaillées sur la page www.interieur.gouv.fr/Elections/Comment-voter/Le-vote-par-procuration et auprès des commissariats, gendarmeries et tribunaux d'instance.

La campagne se tend en Ile-de-France

Claude Bartolone (PS) accuse la droite de « faire la danse au ventre aux électeurs du FN ». Indignation générale dans les rangs des Républicains

Déjà dur, dans une région où le second tour s'annonce extrêmement serré entre la gauche et la droite (1), le climat de la campagne électorale s'est encore dégradé hier en Ile-de-France, après de nouvelles accusations de Claude Bartolone envers Les Républicains.

« Que reste-t-il de leurs valeurs républicaines lorsque sans cesse, ils font cette insupportable danse du ventre aux électeurs du FN, à grand coup de race blanche [allusion aux propos polémiques de Nadine Morano sur la France « pays de race blanche », Ndlr] ? », a lancé mercredi soir, lors d'un meeting à Créteil, le président de l'Assemblée nationale et tête de la liste PS-PRG-MRC-UDE.

Un argument qu'il reprend dans un entretien à L'Obs publié hier : évoquant son adversaire Les Républicains Valérie Pécresse, il affirme qu'« elle tient



Le candidat socialiste reproche notamment à la droite les propos de Nadine Morano sur la France « pays de race blanche ».

(Photo AFP)

les mêmes propos que le FN, elle utilise une image subliminale pour faire peur. Avec un discours comme celui-là, c'est Versailles, Neuilly et la race blanche qu'elle défend en creux. »

« Quitter le caniveau »

« C'est abject. J'ai honte pour la politique », a rétorqué l'intéressée hier matin sur LCI et Radio Classique. « D'ailleurs ses déclara-

tions me traitant de raciste ont provoqué un haut-le-cœur en chaîne. » La tête de liste LR-UDI-Modem a en effet aussitôt reçu le soutien de François Fillon, qui a estimé que Claude Bartolone « bascule dans l'infamie ». Christian Jacob, président du groupe Les Républicains à l'Assemblée, a lui appelé ce dernier « à quitter le caniveau et à remonter sur son perchoir », à « se reprendre » et à

« présenter ses excuses ». Alain Juppé a lui accusé « la gauche francilienne de se déshonorer ». « L'indignation surjouée est un peu grosse », estime en retour un proche du socialiste, selon lequel « ça fait des semaines et des mois que la candidate de Nicolas Sarkozy traîne Claude Bartolone et ses colistiers dans la boue, qu'elle traite les habitants des quartiers populaires par le mépris. Ils en ont même fait des affiches (On ne veut pas que l'Ile-de-France ressemble à la Seine-Saint-Denis ?), collées partout sauf dans le 93. » Et de retourner l'accusation : « Ils font feu de tout bois en cette fin de campagne. Ça sent vraiment la grosse ficelle. » En fin de soirée, Valérie Pécresse a annoncé qu'elle allait porter plainte pour « injure aggravée ».

1. Le dernier sondage (Elabe pour Les Echos) donne les deux candidats au coude à coude, avec 41,5 % d'intentions de vote pour Claude Bartolone, 41 % pour Valérie Pécresse, et 17,5 % pour Wallerand de Saint-Just (FN).



Par CLAUDE WEILL

La folle semaine

Un chef de la majorité, Manuel Valls, qui appelle à voter pour l'opposition en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, en Paca et dans le Grand Est, où un baron socialiste se maintient contre la décision de son parti et contre le vœu d'une partie de ses colistiers, lesquels font campagne pour le Républicain Philippe Richert, c'est-à-dire... contre eux-mêmes. Christian Estrosi qui cône les électeurs de gauche et salue « l'esprit républicain » de Jean-Christophe Cambadélis. Le même Cambadélis qui, mi-septembre dans Libération, enterrait le « front républicain » et assurait que jamais le PS ne se retirerait en faveur de Christian Estrosi et Xavier Bertrand. Des militants de gauche qui tractent et font du porte-à-porte pour Xavier Bertrand dans les coronas du Nord. Ailleurs, là où la menace FN n'existe pas, des Républicains et des socialistes qui s'invectivent de plus belle, comme si rien ne s'était passé le 6 décembre. En Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, un candidat de la droite républicaine qui, bien que battu d'avance, choisit de se maintenir pour la même raison qu'ailleurs les socialistes se sont retirés : pour ne pas faire le jeu du FN.

« La pensée binaire continue de colorer le paysage politique. Mais elle a de moins en moins prise sur le réel. »

En Auvergne-Rhône-Alpes, un élu FN de Clermont-Ferrand suspendu par sa formation pour avoir appelé à voter Laurent Wauquiez (LR). Un patron des Républicains, Nicolas Sarkozy, qui drague ouvertement l'électorat lepéniste et renvoie dos à dos PS et FN, au risque de braquer l'électorat de gauche, et s'entend intimer par son ex-ministre Bertrand de « la fermer ». Et à l'Élysée, un François Hollande en apesanteur qui compte les points et – faut-il y voir un trait d'humour ? – appelle la classe politique à la « clarté ». Nous vivons la plus folle semaine que la politique française ait connue. Un Hibernatus sorti des glaces y perdrait son latin. C'est pourtant assez simple. Nous assistons au délitement du système qui régit notre vie politique et aux premières douleurs de l'accouchement d'un nouveau modèle, dont nul ne sait ce qu'il sera, ni s'il sera viable. Depuis 1965 (élection du Président au suffrage universel), c'est le second tour de la présidentielle qui structure le champ politique. On est d'un côté ou de l'autre de la ligne de démarcation. Dans la majorité présidentielle ou dans l'opposition. L'ascension du Front national a fait voler en éclats cet ordre bipolaire. Comme la lumière d'un astre éteint continue de nous parvenir, la pensée binaire continue de colorer le paysage politique. Mais elle a de moins en moins de prise sur le réel. Si, hypothèse très plausible, Marine Le Pen est présente au 2nd tour en 2017, le choix se ramènera – comme aujourd'hui en Paca ou dans le Nord – à un référendum pour ou contre le Front national. Avec à la clef, si elle est battue, et quel que soit le vainqueur, qu'il soit socialiste ou républicain, une majorité présidentielle inédite, forcément compositée, associant la gauche et la droite, ou à tout le moins, de larges pans de la gauche et de la droite. Cette majorité présidentielle pourrait-elle accoucher d'une majorité parlementaire transversale, voire d'un gouvernement de coalition ? C'est la question. Une telle reconfiguration du système politique passerait par une révision radicale de la stratégie du PS et des Républicains – et n'irait pas sans de violents déchirements internes. Déjà, à la droite de la gauche et à la gauche de la droite, certains y pensent et s'y préparent. Sans le dire, bien sûr. Les esprits ne sont pas prêts. L'UMP reste un épouvantail. Mais en politique, l'arithmétique électorale commande : il se pourrait bien que la question soit tranchée par les urnes.

Estrosi et Bertrand promettent de consulter la gauche s'ils sont élus

Promis, juré, s'ils sont élus – grâce au report de voix des électeurs PS et EELV-Front de gauche, indispensables pour l'emporter au 2nd tour –, ils associeront la gauche à la gestion de la région : c'est ce qu'ont assuré, mardi pour Christian Estrosi et hier pour Xavier Bertrand, les têtes de liste Les Républicains-UDI-Modem des deux régions où la gauche s'est retirée.

Le député-maire de Nice a ainsi affirmé qu'il créerait un « conseil territorial » pour que puissent s'exprimer « ceux qui ont fait le sacrifice de ne pas être au second tour ». Une proposition sur laquelle Marion Maréchal-Le Pen est revenu mercredi soir

lors du débat France 3/France Bleu/Var-matin les opposant, accusant son adversaire de marchandage avec l'Alliance écologique indépendante, qui a appelé à voter pour lui. Accusation démentie par Christian Estrosi.

« Tout sauf sectaire »

« Si je suis élu, je ne peux imaginer que des milliers d'électeurs ne soient pas représentés », avait déclaré la veille le candidat de droite. Outre ce conseil territorial, il a promis de « réunir une fois par an [...] toutes les forces politiques de la région qui auraient pu avoir des élus et à qui je donnerai la parole » et de « consulter les représentants des diffé-

rents partis avant les temps forts de la vie du conseil régional. Je pense au budget, ou encore aux investissements importants. » En Nord-Pas-de-Calais - Picardie, Xavier Bertrand s'est engagé de son côté à mettre en place une « conférence territoriale régionale [...] avec les présidents de conseils départementaux quelle que soit leur sensibilité politique, les représentants des communes quelle que soit leur taille, et ceux des intercommunalités ». Il a également affirmé avoir « mille fois conscience » qu'il devrait être « rassembleur », et qu'il « y [aurait] une façon de faire qui [serait] tout sauf sectaire ».



« J'ai mille fois conscience que je devrai être rassembleur (si je suis élu) », a déclaré Xavier Bertrand.

(Photo Franck Fernandes)

Dans le Nord, la « Jungle » de Calais au cœur du discours FN

La présidente du Front national, Marine Le Pen, a promis hier de « pourrir la vie du gouvernement, chaque jour, de chaque semaine » si elle est élue présidente de la région Nord-Pas-de-Calais - Picardie, affirmant qu'elle porterait plainte contre l'État sur la situation de Calais, où se situe le camp de migrants surnommé la « Jungle », où vivent environ 4500 migrants dans des conditions précaires et où des incidents ont régulièrement

lieu. « Je ne laisserai pas au gouvernement une minute de tranquillité. [...] Et la première chose que je ferai, c'est de porter plainte, comme présidente, au nom de la région, contre l'État », a-t-elle déclaré sur BFM TV et RMC. Elle a aussi affirmé que si elle était élue, elle supprimerait les subventions régionales aux associations qui viennent en aide aux migrants « car [elles] créent un appel d'air ». La candidate FN a par ailleurs

dénoncé le fait, selon elle, que la maire de Calais, Natacha Bouchart (LR), délivre des laissez-passer aux Calaisiens riverains de la « Jungle », qu'ils seraient « obligés » de présenter pour rentrer chez eux. Mais M^{me} Bouchart a démenti être à l'origine de ces laissez-passer, qui émanent de la préfecture et visent « à assurer la sérénité des riverains de la lande », et a déclaré qu'une plainte en diffamation allait être déposée.



La présidente du FN a déclaré que si elle était élue, elle porterait plainte contre l'État à propos du célèbre camp de migrants. (Photo AFP)